

Les inscrits à France Travail en Île-de-France au 3^e trimestre 2025

En moyenne au 3^e trimestre 2025, en Île-de-France, le nombre de personnes inscrites à France Travail qui ne sont ni en attente d'orientation ni en parcours social s'établit à 1 163 350 (catégories A, B, C, D, E). Au 3^e trimestre 2025, au sein des deux catégories créées en janvier 2025, 21 079 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F, donnée brute non corrigée des variations saisonnières et des jours ouvrables (non CVS-CJO)) et 185 985 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G, donnée brute (non CVS-CJO)).

En moyenne au 3^e trimestre 2025, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à France Travail et tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C) s'établit à 1 052 310. Parmi eux, 654 900 sont sans emploi (catégorie A) et 397 420 exercent une activité réduite (catégories B, C).

Au 3^e trimestre 2025, le nombre de personnes inscrites à France Travail qui ne sont ni en attente d'orientation ni en parcours social (catégories A, B, C, D, E) croît de 1,5 % (+16 690) et croît de 5,9 % sur un an. Le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C croît de 1,6 % (+16 120) sur le trimestre et croît de 7,0 % sur un an. Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A croît de 1,1 % (+7 300) ce trimestre et augmente de 9,6 % sur un an.

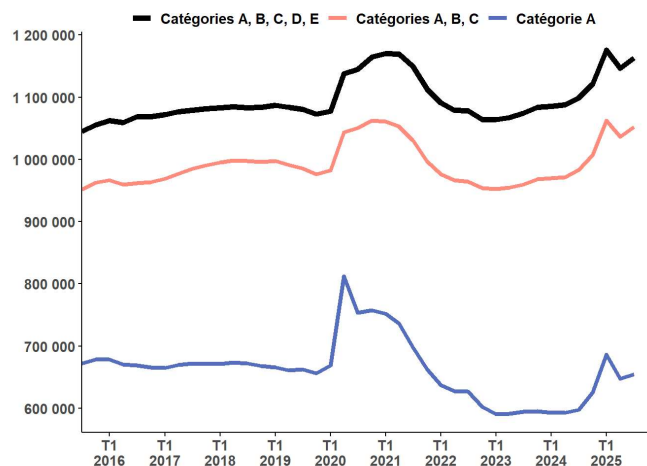
En France (hors Mayotte), au 3^e trimestre 2025, le nombre moyen de personnes inscrites à France Travail qui ne sont ni en attente d'orientation ni en parcours social croît de 1,5 % (+92 200). Pour les catégories A, B, C il croît de 1,5 % (+86 200). En catégorie A, il augmente de 1,6 % (+51 100) ce trimestre.

Hors bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA) et jeunes en Parcours contractuel d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (Pacea), en contrat d'engagement jeune (CEJ) ou en Accompagnement Intensif Jeunes (AIJ), le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A augmente de 0,6 % ce trimestre et croît de 9,4 % sur un an.

GRAPHIQUE 1 | Inscrits à France Travail en catégories ABCDE, ABC et A

Région Île-de-France

Données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO)



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Avertissements

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, les demandeurs et bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap'Emploi sont systématiquement inscrits à France Travail à compter de janvier 2025. Pour tenir compte de ces évolutions, deux nouvelles catégories statistiques sont créées : la catégorie F à dominante « sociale » pour les personnes les plus éloignées de l'emploi, et la catégorie G pour les demandeurs et bénéficiaires du RSA en attente d'orientation. Des indicateurs complémentaires excluant les publics touchés par la réforme sont mis à disposition pour mieux appréhender les évolutions conjoncturelles du nombre d'inscrits à France Travail. Ces évolutions répondent aux recommandations du groupe de travail du [Conseil national de l'information statistique \(Cnis\)](#).

Depuis **janvier 2025**, les évolutions sont affectées par des changements dans les règles d'actualisation et l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions (voir p.3). En **juin 2025**, le décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations est entré en vigueur. Sans la mise en application de ce décret, le nombre moyen d'inscrits en catégories A et A, B, C aurait été moins élevé (chiffage p.3).

Depuis **juillet 2025**, une modification du script d'inscription, sans lien avec la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, affecte la répartition des entrées sur les listes de France Travail par motif d'inscription. Bien que cette modification n'ait d'impact ni sur le nombre d'inscrits par catégorie ni sur le total des entrées, les évolutions des flux d'entrées par motif sont difficilement interprétables (voir p.6).

Une [documentation méthodologique](#) est disponible sur le site de la Dares. Elle comprend un document présentant les principaux changements de procédure et incidents ayant affecté les statistiques sur les inscrits à France Travail.

Les données publiées concernent les personnes inscrites à France Travail. La notion d'inscrits à France Travail diffère de celle de chômeurs au sens du Bureau international du travail (cf encadré page 8).

Prochaine parution, le jeudi 29 janvier 2026 : Les inscrits à France Travail en Île-de-France au 4^e trimestre 2025.

Inscrits à France Travail par catégorie

TABLEAU 1 | Inscrits à France Travail par catégorie

Région Île-de-France, données CVS-CJO (catégories A, B, C, D, E), données brutes (catégories F, G)

	Effectif			Évolution (en %) sur	
	3e trimestre 2024	2e trimestre 2025	3e trimestre 2025	un trimestre *	un an **
Région Île-de-France					
Inscrits en catégorie A (tenus de rechercher un emploi, sans emploi)	597 740	647 600	654 900	1,1	9,6
Inscrits en catégorie B (tenus de rechercher un emploi, en activité réduite courte)	154 120	151 610	154 290	1,8	0,1
Inscrits en catégorie C (tenus de rechercher un emploi, en activité réduite longue)	231 150	236 990	243 130	2,6	5,2
Ensemble des inscrits tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C)	983 010	1 036 190	1 052 310	1,6	7,0
Inscrits en catégorie D (sans emploi, non immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi)	60 610	58 240	60 030	3,1	-1,0
Inscrits en catégorie E (pourvus d'un emploi, à la recherche d'un autre emploi)	55 040	52 230	51 010	-2,3	-7,3
Inscrits en catégories A, B, C, D, E	1 098 650	1 146 660	1 163 350	1,5	5,9
Inscrits en catégorie F (en parcours social, données brutes)		13 491	21 079	56,2	
Inscrits en catégorie G (en attente d'une orientation, données brutes)		172 568	185 985	7,8	
France (hors Mayotte) - En milliers					
Inscrits en catégorie A (tenus de rechercher un emploi, sans emploi)	3 032,8	3 212,4	3 263,5	1,6	7,6
Inscrits en catégorie B (tenus de rechercher un emploi, en activité réduite courte)	855,6	840,0	849,4	1,1	-0,7
Inscrits en catégorie C (tenus de rechercher un emploi, en activité réduite longue)	1 524,0	1 559,7	1 585,5	1,7	4,0
Ensemble des inscrits tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C)	5 412,4	5 612,1	5 698,3	1,5	5,3
Inscrits en catégorie D (sans emploi, non immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi)	354,1	348,5	360,5	3,4	1,8
Inscrits en catégorie E (pourvus d'un emploi, à la recherche d'un autre emploi)	408,1	392,7	386,8	-1,5	-5,2
Inscrits en catégories A, B, C, D, E	6 174,5	6 353,4	6 445,6	1,5	4,4
Inscrits en catégorie F (en parcours social, données brutes)		111,8	179,5	60,6	
Inscrits en catégorie G (en attente d'une orientation, données brutes)		887,8	867,2	-2,3	

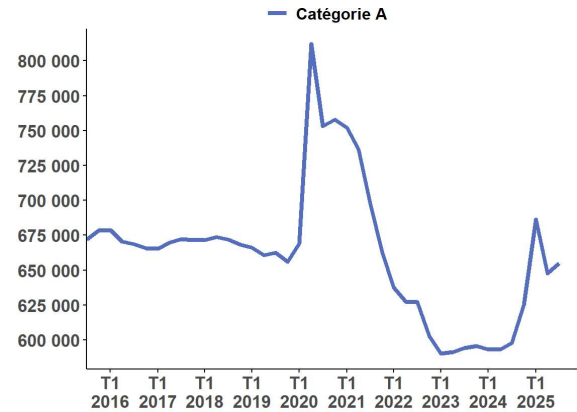
* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 2 | Inscrits en catégorie A

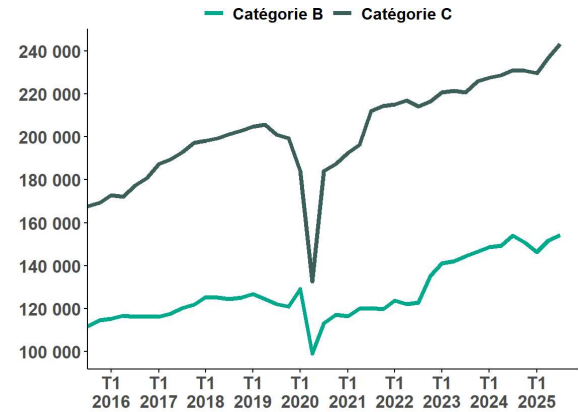
Région Île-de-France, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 3 | Inscrits en catégories B et C

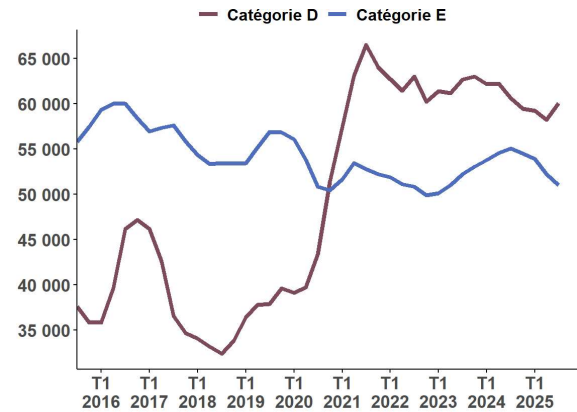
Région Île-de-France, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 4 | Inscrits en catégories D et E

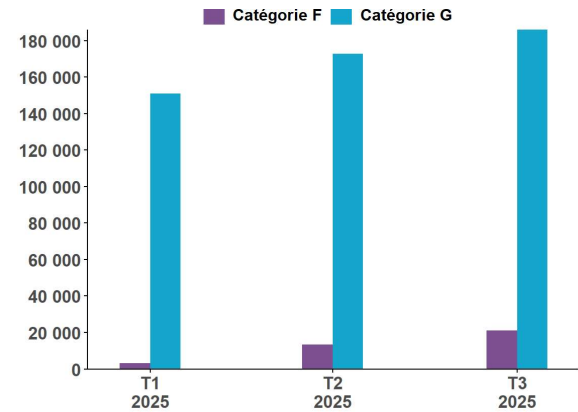
Région Île-de-France, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 5 | Inscrits en catégories F et G

Région Île-de-France, données brutes



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

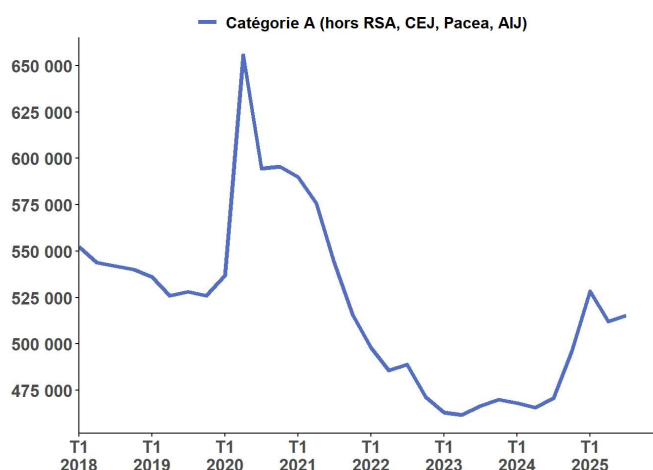
Inscrits hors bénéficiaires du RSA et hors jeunes en parcours (CEJ, PACEA, AIJ)

Pour faciliter la lecture des évolutions durant la période de transition suite à l'élargissement de l'inscription obligatoire à de nouveaux publics (en particulier aux demandeurs et bénéficiaires du RSA et aux jeunes en CEJ, AIJ ou en PACEA) sont présentées ici des séries complémentaires qui permettent d'apprécier l'évolution du nombre d'inscrits hors ruptures associées à ces

nouveaux entrants. Ainsi, au 3^e trimestre 2025 en Île-de-France, le nombre moyen d'inscrits hors demandeurs et bénéficiaires du RSA et hors jeunes en parcours (CEJ, PACEA, AIJ) augmente de 0,6 % pour les inscrits en catégorie A (+9,4 % sur un an) et augmente de 1,0 % pour ceux en catégories A, B, C (+6,7 % sur un an). En France (hors Mayotte), le nombre de demandeurs d'emploi hors nouveaux publics (RSA, CEJ, PACEA, AIJ) augmente de 0,7 % pour les inscrits en catégorie A (+6,3 % sur un an) et augmente de 0,8 % pour ceux en catégories A, B, C (+4,0 % sur un an).

GRAPHIQUE 6 | Inscrits en catégorie A hors bénéficiaires du RSA et hors jeunes en parcours (CEJ, PACEA et AIJ)

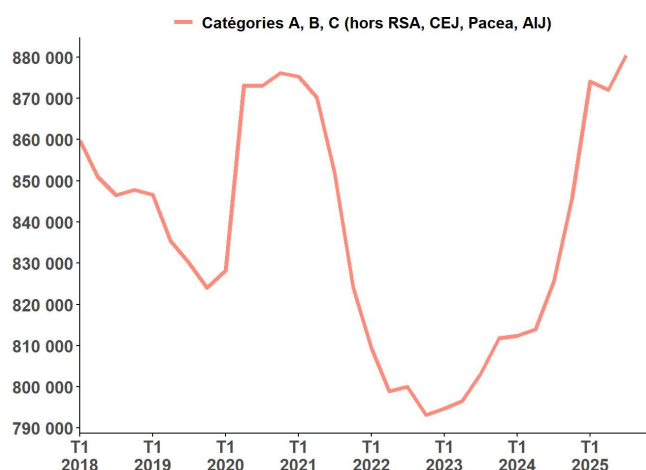
Région Île-de-France, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 7 | Inscrits en catégories A, B, C hors bénéficiaires du RSA et hors jeunes en parcours (CEJ, PACEA et AIJ)

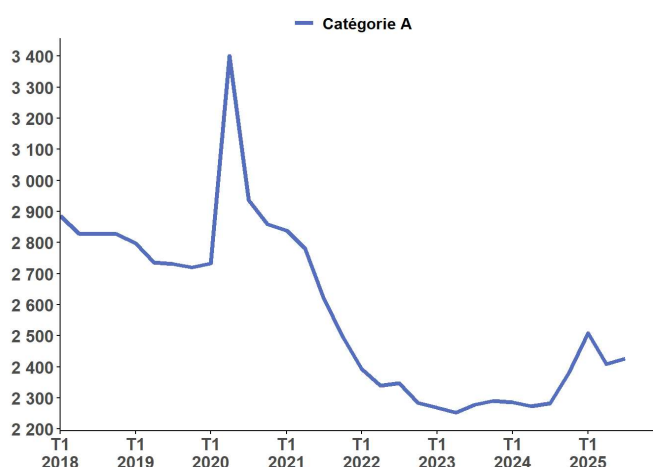
Région Île-de-France, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 8 | Inscrits en catégorie A hors bénéficiaires du RSA et hors jeunes en parcours (CEJ, PACEA et AIJ)

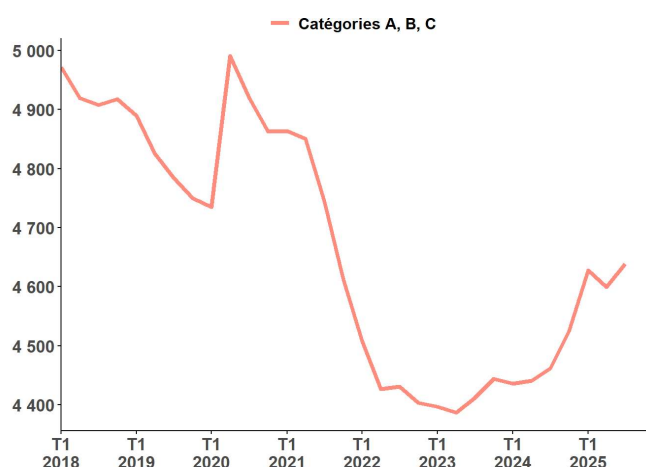
France (hors Mayotte), données CVS-CJO, en milliers



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 9 | Inscrits en catégories A, B, C hors bénéficiaires du RSA et hors jeunes en parcours (CEJ, PACEA et AIJ)

France (hors Mayotte), données CVS-CJO, en milliers



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Avertissement sur l'évolution des règles d'actualisation et des sanctions

Depuis janvier 2025, les effectifs d'inscrits à France Travail (FT) en catégories A, B et C, et les séries complémentaires hors RSA et hors jeunes en parcours (CEJ, Pacea, AIJ) sont affectés par deux changements ([Consulter le chiffrage national](#)) :

- **Les règles d'actualisation ont été modifiées** : Entre janvier 2025 et mars 2025, tant qu'elles n'ont pas signé leur contrat d'engagement, les personnes non indemnisables s'inscrivant à FT, n'avaient pas à s'actualiser. Elles étaient inscrites en catégorie A jusqu'à la signature de ce contrat. Au 1^{er} trimestre 2025, cela a un impact à la hausse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, à la baisse sur les inscrits en catégories B et C et à la baisse sur les sorties des catégories A, B, C. Mécaniquement, le nombre d'inscrits en catégories A, B, C augmente. Depuis avril 2025, l'actualisation automatique pour les inscrits non indemnisables n'ayant pas signé leur contrat d'engagement concerne uniquement les premières inscriptions à FT.

- **Le régime de sanctions évolue** avec l'entrée en vigueur en juin 2025 du décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations : ces sanctions prennent désormais la forme d'une suspension-remobilisation en amont d'une éventuelle radiation des listes de France Travail. Sur le champ des séries complémentaires (hors bénéficiaires du RSA, et jeunes en CEJ, AIJ, Pacea), il est estimé qu'en l'absence du décret, le nombre d'inscrits au troisième trimestre 2025 aurait diminué de 0,1 % pour les catégories A,B,C et de 0,7 % pour la catégorie A. Ce sont ces évolutions qui reflètent le mieux la situation conjoncturelle du marché du travail.

Demandeurs d'emploi par département

Au 3^e trimestre 2025, en Île-de-France, les évolutions du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C se situent entre +0,8 % à Paris et +2,5 % dans le Val-d'Oise. Sur un an, elles se situent entre +5,4 % à Paris et +9,7 % dans l' Essonne.

TABLEAU 2 | Inscrits en catégories A, B, C

Région Île-de-France, données CVS-CJO (catégories ABC)

	Effectif			Évolution (en %) sur	
	3e trimestre 2024	2e trimestre 2025	3e trimestre 2025	un trimestre *	un an **
Île-de-France	983 010	1 036 190	1 052 310	1,6	7,0
Paris	190 900	199 580	201 170	0,8	5,4
Seine-et-Marne	106 830	112 920	114 900	1,8	7,6
Yvelines	101 010	106 200	107 490	1,2	6,4
Essonne	89 750	96 220	98 470	2,3	9,7
Hauts-de-Seine	116 550	123 140	124 390	1,0	6,7
Seine-Saint-Denis	169 610	177 260	179 800	1,4	6,0
Val-de-Marne	107 850	114 380	116 970	2,3	8,5
Val-d'Oise	100 520	106 500	109 120	2,5	8,6
France (hors Mayotte) - En milliers	5 412,4	5 612,1	5 698,3	1,5	5,3

* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.
En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

TABLEAU 3 | Inscrits en catégorie A

Région Île-de-France, données CVS-CJO (catégorie A)

	Effectif			Évolution (en %) sur	
	3e trimestre 2024	2e trimestre 2025	3e trimestre 2025	un trimestre *	un an **
Île-de-France	597 740	647 600	654 900	1,1	9,6
Paris	108 040	116 160	115 970	-0,2	7,3
Seine-et-Marne	64 180	69 370	70 240	1,3	9,4
Yvelines	61 330	66 140	66 630	0,7	8,6
Essonne	54 060	60 080	61 130	1,7	13,1
Hauts-de-Seine	71 720	78 520	79 390	1,1	10,7
Seine-Saint-Denis	108 180	115 320	116 600	1,1	7,8
Val-de-Marne	67 340	73 470	74 970	2,0	11,3
Val-d'Oise	62 890	68 540	69 960	2,1	11,2
France (hors Mayotte) - En milliers	3 032,8	3 212,4	3 263,5	1,6	7,6

* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.
En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Demandeurs d'emploi en catégories A, B, C et A

Au 3^e trimestre 2025, en Île-de-France, le nombre moyen de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C augmente de 4,4 % pour les moins de 25 ans (+24,6 % sur un an), augmente de 1,4 % pour ceux âgés de 25 à 49 ans (+6,2 % sur un an) et augmente de 0,7 % pour ceux âgés de 50 ans et plus (+2,1 % sur un an).

Le nombre moyen de demandeurs d'emploi en catégorie A croît de 6,1 % pour les moins de 25 ans (+35,1 % sur un an), croît de 0,6 % pour ceux âgés de 25 à 49 ans (+8,2 % sur un an) et reste stable pour ceux âgés de 50 ans et plus (+2,0 % sur un an).

TABLEAU 4 | Inscrits en catégories A, B, C et A par âge

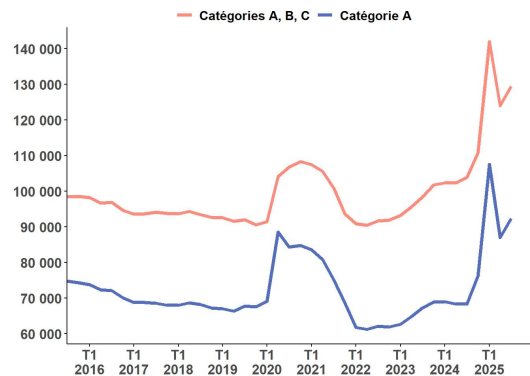
Région Île-de-France, données CVS-CJO

	Effectif			Évolution (en %) sur	
	3e trimestre 2024	2e trimestre 2025	3e trimestre 2025	un trimestre *	un an **
Ensemble des catégories A, B, C	983 010	1 036 190	1 052 310	1,6	7,0
Moins de 25 ans	103 950	124 050	129 480	4,4	24,6
Entre 25 et 49 ans	613 350	642 800	651 500	1,4	6,2
50 ans et plus	265 710	269 350	271 340	0,7	2,1
Ensemble de la catégorie A	597 740	647 600	654 900	1,1	9,6
Moins de 25 ans	68 310	86 990	92 310	6,1	35,1
Entre 25 et 49 ans	364 390	392 090	394 320	0,6	8,2
50 ans et plus	165 040	168 510	168 270	-0,1	2,0

* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.
En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 10 | Inscrits de moins de 25 ans en catégories A, B, C et A

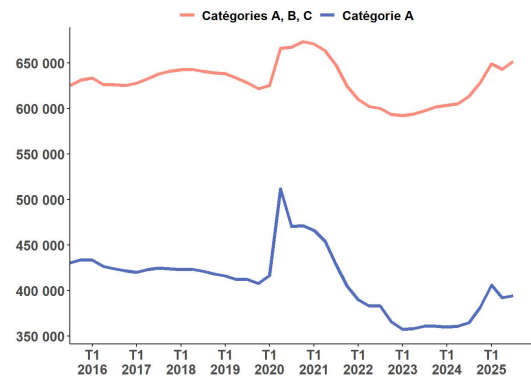
Région Île-de-France, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 11 | Inscrits de 25 à 49 ans en catégories A, B, C et A

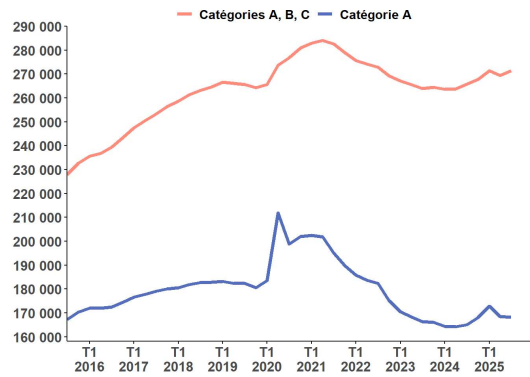
Région Île-de-France, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

GRAPHIQUE 12 | Inscrits de 50 ans et plus en catégories A, B, C et A

Région Île-de-France, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Ancienneté en catégories A, B, C

Au 3^e trimestre 2025, le nombre moyen de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C depuis un an ou plus croît de 2,9 % (+8,5 % sur un an), tandis que celui des inscrits depuis moins d'un an croît de 0,6 % (+6,0 % sur un an).

La part des demandeurs d'emploi en catégorie A, B, C inscrits depuis un an ou plus croît de 0,6 pt (+0,6 pt sur un an) et s'établit à 43,2 % au 3^e trimestre 2025. En France (hors Mayotte), les demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus représentent 44,1 % des inscrits en catégorie A, B, C.

TABLEAU 5 | Ancienneté ⁽¹⁾ en catégories A, B, C des demandeurs d'emploi

Région Île-de-France, données CVS-CJO

	Effectif			Évolution (en %) sur	
	3e trimestre 2024	2e trimestre 2025	3e trimestre 2025	un trimestre *	un an **
Région Île-de-France					
Moins de 1 an	563 630	594 030	597 450	0,6	6
Moins de 3 mois	220 410	222 270	225 930	1,6	2,5
De 3 mois à moins de 6 mois	151 990	158 570	151 850	-4,2	-0,1
De 6 mois à moins de 12 mois	191 230	213 190	219 670	3,0	14,9
Un an ou plus	419 380	442 160	454 860	2,9	8,5
De 1 an à moins de 2 ans	191 580	204 770	213 680	4,4	11,5
De 2 ans à moins de 3 ans	79 530	88 270	90 000	2,0	13,2
3 ans ou plus	148 260	149 130	151 190	1,4	2,0
Demandeurs d'emploi en catégories A,B,C	983 010	1 036 190	1 052 310	1,6	7,0
Part des demandeurs d'emploi inscrits depuis 1 an ou plus	42,7 %	42,7 %	43,2 %	0,6 pt	0,6 pt
France (hors Mayotte) - En milliers					
Un an ou plus	2 371	2 454,6	2 514	2,4	6,0
Part des demandeurs d'emploi inscrits depuis 1 an ou plus	43,8 %	43,7 %	44,1 %	0,4 pt	0,3 pt

* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.
En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

⁽¹⁾ L'ancienneté en catégories A, B, C est mesurée sur le trimestre par le nombre de jours où le demandeur d'emploi a été inscrit de façon continue en catégories A, B, C. Une sortie d'au moins un jour de ces catégories réinitialise l'ancienneté.
D'autres indicateurs, tels que le nombre de personnes inscrites en catégorie A un certain nombre de mois sur une période donnée, peuvent éclairer d'autres dimensions de l'ancienneté ou de la récurrence sur les listes de France Travail dans ces catégories.

Avertissement sur les motifs d'entrée: Depuis juillet 2025, une modification du script d'inscription, sans lien avec la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, a affecté la répartition des entrées sur les listes de France Travail par motif d'inscription.

En particulier, les entrées pour « motif indéterminé » sont nettement réhaussées tandis que les entrées pour fin de contrat, fin de mission d'intérim, démission ou rupture conventionnelle sont abaissées. Les évolutions des flux d'entrées par motif sont par conséquent difficilement interprétables. **Cette modification du script n'a pas d'impact sur le nombre d'inscrits par catégorie ni sur le nombre total d'entrées.**

Par ailleurs, l'intégration de nouveaux publics est susceptible de modifier la saisonnalité des séries de flux. Les séries de flux d'entrées et de sorties corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables doivent à ce titre être interprétées avec prudence.

Conformément aux préconisations du groupe de travail du Cnis, les publics ciblés par la loi pour le plein emploi qui réalisent des défauts d'actualisation sont identifiés dans le motif « défaut d'actualisation hybride » (motif composant le motif plus large de défaut d'actualisation). Ces publics sont uniquement enregistrés dans les flux d'entrées et de sorties des catégories statistiques sans pouvoir être comptabilisés en fin de mois au sein de ces catégories.

Entrées et sorties de catégories A, B, C

En Île-de-France, le nombre moyen d'entrées en catégories A, B, C au 3^e trimestre 2025 croît de 3,0 % par rapport au trimestre précédent (+39,9 % sur un an). Suite à l'évolution du script d'inscription, les évolutions trimestrielles des flux d'entrée par motifs sont difficilement interprétables (voir p.6, l'avertissement concernant la clé de lecture pour ces statistiques).

TABLEAU 6 | Entrées en catégories A, B, C par motif

Région Île-de-France, données CVS-CJO

	Nombre moyen d'entrées au 3e trimestre 2025	Évolution sur un trimestre * (en %)	Évolution sur un an ** (en %)
Fin de contrat	15 090	-4,3	-15,6
Fin de mission d'intérim	2 600	-27,4	-41,4
Démision	3 330	-9,8	-22,0
Rupture conventionnelle	8 210	-10,1	-8,0
Licenciement économique	2 090	-12,6	-13,3
Autre licenciement	6 640	-8,2	-5,1
Première entrée sur le marché du travail ⁽¹⁾	6 910	30,6	9,3
Retour d'inactivité ⁽²⁾	14 670	0,5	-13,7
Réinscription rapide ⁽³⁾	15 280	-8,1	-11,7
Autres motifs ⁽⁴⁾	53 320	-4,1	448,6
Motif indéterminé	16 220	159,5	104,5
Ensemble des entrées en catégories A,B,C	144 360	3,0	39,9
France (hors Mayotte) - En milliers	756,5	6,0	38,1

* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.

Suite à l'évolution du script d'inscription, les évolutions trimestrielles des flux d'entrée par motifs sont difficilement interprétables (voir p.6, l'avertissement concernant la clé de lecture pour ces statistiques).

(1) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi. Inclut depuis janvier 2025 les motifs d'entrée des publics "loi pour le plein emploi" (demande de RSA, parcours contractualisé en mission locale, Cap'Emploi)

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

TABLEAU 7 | Sorties de catégories A, B, C par motif

Région Île-de-France, données CVS-CJO

	Nombre moyen de sorties au 3e trimestre 2025	Évolution sur un trimestre * (en %)	Évolution sur un an ** (en %)
Reprise d'emploi déclarée ⁽¹⁾	12 900	1,7	0,5
Entrée en stage ou en formation	9 430	1,3	-0,3
Arrêt de recherche (maternité, maladie, retraite)	6 540	3,8	0,9
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation ⁽²⁾	94 500	-4,4	87,8
Radiation administrative	480	-93,2	-94,6
Autres cas ⁽³⁾	14 150	-3,1	32,5
Ensemble des sorties de catégories A, B, C	137 990	-7,3	39,9
France (hors Mayotte) - En milliers	726,1	-4,1	36,0

* Evolution par rapport au trimestre précédent, en % ; ** Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.

(1) Uniquement celles connues par France Travail. Une mesure plus complète des sorties pour reprise d'emploi est donnée par l'enquête Sortants.

(2) À partir de janvier 2025, les défauts d'actualisation regroupent les défauts d'actualisation des publics "loi pour le plein emploi" et les cessations d'inscription historiques pour défaut d'actualisation

(3) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux

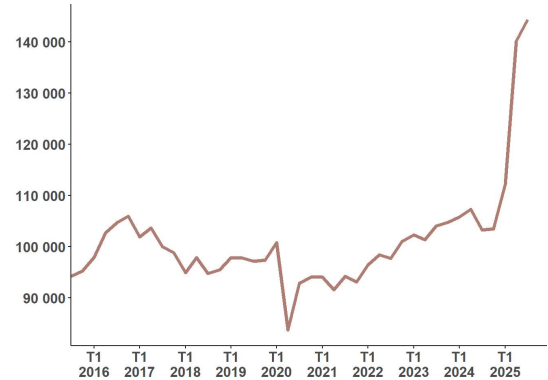
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Sur la même période, le nombre moyen de sorties des catégories A, B, C diminue de 7,3 % (+39,9 % sur un an). Les sorties pour cessation d'inscription pour défaut d'actualisation (-4 400), radiation administrative (-6 600) et autres cas (-450) sont en baisse. Les sorties pour reprise d'emploi déclarée (+220), entrée en stage ou en formation (+120) et arrêt de recherche (+240) sont en hausse.

En France (hors Mayotte), le nombre moyen d'entrées en catégories A, B, C croît de 6,0 % entre le 2^e trimestre 2025 et le 3^e trimestre 2025 (+38,1 % sur un an) et le nombre de sorties des catégories A, B, C baisse de 4,1 % (+36,0 % sur un an).

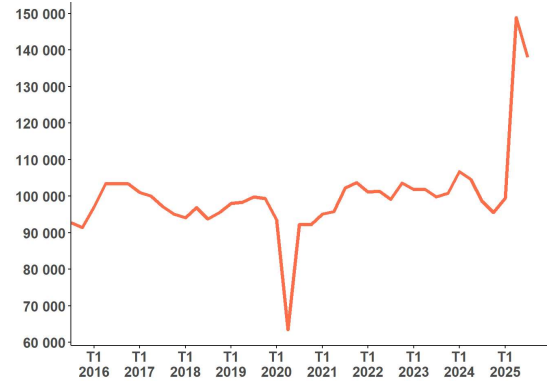
GRAPHIQUE 13 | Entrées en catégories A, B, C tous motifs

Région Île-de-France, données CVS-CJO



GRAPHIQUE 14 | Sorties de catégories A, B, C tous motifs

Région Île-de-France, données CVS-CJO



ENCADRÉ • Source et Méthode

Source : La statistique du marché du travail (STMT)

La STMT est une source statistique exhaustive issue des fichiers de gestion de France Travail. Elle porte sur tous les inscrits, entrés ou sortis des listes de France Travail un mois donné. Depuis 2018, la publication commune Dares-France Travail est trimestrielle et présente la moyenne du nombre d'inscrits sur le trimestre passé, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. Cette refonte de la publication vise à mettre l'accent sur les évolutions tendanciennes de ces statistiques plutôt que sur leurs variations au mois le mois, qui sont très volatiles et parfois difficiles à interpréter. Une [documentation méthodologique](#) présente plus en détail la STMT.

En application de la [loi pour le plein emploi](#) du 18 décembre 2023, certains publics sont inscrits systématiquement sur les listes de France Travail à partir du 1er janvier 2025 : les demandeurs et bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA), les jeunes en recherche d'emploi accompagnés par les Missions locales (en Contrat d'Engagement Jeune ou en PArcours Contractualisé d'accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) et les personnes en situation de handicap suivies par Cap emploi. Les statistiques sur les inscrits à France Travail s'adaptent à ce nouveau contexte (plus de détails sur le [site de la Dares](#)).

Éléments de méthode

Dans toute la publication, les résultats présentés sont des moyennes trimestrielles. Elles correspondent à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois.

Les données de la STMT étant exhaustives, il n'existe pas, comme pour des données d'enquête, d'incertitude liée à l'échantillonnage.

Lorsque l'on souhaite interpréter les variations trimestrielles des séries d'un point de vue conjoncturel, il est nécessaire de neutraliser ce qui relève de mouvements récurrents et mécaniques liés à la saisonnalité et aux jours ouvrables. Pour cette raison, les séries brutes sont corrigées des effets des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO) à l'aide de méthodes statistiques, afin de permettre une lecture ne tenant pas compte de ces effets. Les variations des séries CVS issues de la STMT peuvent résulter soit de la tendance de moyen terme, principalement liée aux évolutions du marché du travail et à la conjoncture économique, soit de chocs ponctuels, dont les sources peuvent être variées (modifications dans la gestion des listes des inscrits par France Travail ou dans les comportements d'inscription, chocs ponctuels du marché du travail, imprécisions dans l'estimation des corrections des variations saisonnières, ...). Parmi ces chocs ponctuels figurent aussi des incidents et changements de procédure dont certains ont pu avoir un impact significatif sur les séries d'inscrits à France Travail. Un [document](#) présente les principaux changements de procédure et incidents ayant affecté les statistiques de demandeurs d'emploi depuis 2011.

Catégories statistiques d'inscrits à France Travail, chômeurs au sens du BIT

Depuis 2009, la Dares et France Travail présentent, à des fins d'analyse statistique les données sur les inscrits à France Travail selon les catégories suivantes :

- catégorie A : inscrits tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- catégorie B : inscrits tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (78 heures ou moins sur un mois) ;
- catégorie C : inscrits tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (plus de 78 heures sur un mois) ;
- catégorie D : inscrits non immédiatement disponibles, non tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- catégorie E : inscrits non tenus de rechercher un emploi, en emploi.

S'y ajoutent, à partir de 2025, suivant les recommandations du [rapport](#) du groupe de travail du Conseil national de l'information statistique (Cnis), deux nouvelles catégories :

- une catégorie F, qui réunit les personnes les plus éloignées de l'emploi qui sont orientées vers un parcours à vocation d'insertion sociale ;
- une catégorie G, dite d'attente, qui regroupe les bénéficiaires et les demandeurs du RSA en attente d'orientation.

Ces deux catégories ne sont présentées qu'en données brutes tant que le recul temporel n'est pas suffisant pour réaliser des corrections de variations saisonnières et de jours ouvrables.

Est chômeur au sens du BIT toute personne de 15 ans ou plus qui :

- n'a pas travaillé au moins une heure pendant une semaine de référence,
- est disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et
- a recherché activement un emploi dans le mois précédent ou en a trouvé un qui commence dans les trois mois.

Le chômage au sens du BIT est mesuré par l'enquête Emploi de l'Insee.

L'inscription à France Travail en catégorie A et le chômage au sens du BIT sont deux réalités proches, mais qui ne se recouvrent pas (plus de précisions sur le [site internet de la Dares](#)).

Pour en savoir plus

Les principales statistiques sur les inscrits à France Travail sont accessibles sur le site internet de la Dares via une [datavisualisation](#) et l'ensemble des données relatives à ces inscrits est accessible en [Open Data](#). L'ensemble des documents relatifs aux données sur les inscrits à France Travail est disponible sur les sites internet de la [Dares](#) et de [France Travail](#).